

**Proposition de modèle d'arrêté de nomination dans le cadre d'un recrutement direct
Uniquement pour les catégories C et D au grade initial**

Le maire / Le président de

Vu l'Ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu le Décret en conseil d'Etat 2011-1040 du 29 Août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu le Décret 2011-1551 du 15 Novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1119 DIPAC du 5 juillet 2012 fixant le statut particulier du cadre d'emplois « exécution » ;

Vu le tableau des effectifs de la commune / de l'établissement établi pour le budget de l'année xx et notamment la délibération n° xx du xx/xx/xx ; *Ou*

Vu la délibération n°xx du xx/xx/xx créant l'emploi et autorisant le recrutement

Vu l'avis de recrutement publié le ;

Considérant que M./Mme répond aux conditions générales d'aptitude pour l'accès à la fonction publique communale de la Polynésie française

ARRETE

Article 1er : M./Mme est nommé(e) en qualité de fonctionnaire stagiaire dans le cadre d'emplois « exécution », à compter du

Article 2 : M./Mme occupera, dans ce cadre d'emplois, dans la spécialité l'emploi suivant :
....., à (temps complet / à temps non complet) pour une durée hebdomadaire de service de

Article 3 : A la date de sa nomination, M./Mme est classé(e) de la façon suivante : (préciser le grade et l'échelon ex : 1^{er} échelon du grade d'agent)

Article 4 : A compter de sa nomination, M./Mme sera rémunéré(e) sur la base suivante : (préciser l'indice ex : indice 107)

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé(e) ; ampliation en sera adressée :

- au représentant de l'Etat ;
- à, agent comptable ;
- Au centre de gestion et de formation

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte

Fait à, le

- transmis le xx/xx/xxxx

- notifié le xx/xx/xxxx

Nom, prénom et qualité de l'auteur

Signature

Notifié le

Notification d'une décision individuelle

Je soussigné(e) reconnais avoir reçu un exemplaire du présent arrêté et avoir été informé(e) que je dispose d'un délai de trois mois pour le contester auprès du tribunal administratif. (Indiquer également les modalités de recours gracieux)

Date

Signature de l'agent